



VILLE de RODEZ

ARRÊTÉ

Modification temporaire des conditions d'occupation du domaine public, de circulation et de stationnement pour des travaux de raccordement aux réseaux publics
Rue Bonnefé
Du 21 octobre 2024 au 22 octobre 2024

N° AG 2024- 1311

Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code général des collectivités territoriales, ensemble les articles L. 2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire et L. 2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement,

Vu le Code de la route,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal sanctionnant par une amende de première classe toute violation d'une interdiction ou le manquement aux obligations édictées par un arrêté de police,

Vu le Règlement général de la voirie de la Commune de Rodez,

Vu la demande formulée le 4 octobre 2024, et adressée à la Ville par l'entreprise MAZARS TP,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, notamment son livre I, 1ère et 8^{ème} parties et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

Considérant qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques sur le territoire communal au moyen de mesures de police administrative, et qu'il y a lieu, pour ce faire, de modifier temporairement les dispositions réglementaires applicables à la voirie communale et prescrites par le Règlement de la Voirie,

Arrête

Article 1 – Du 21 octobre 2024, 07h30, au 22 octobre 2024, 17h30, rue Bonnefé, l'entreprise MAZARS TP est autorisée à occuper le domaine public, afin de permettre des travaux de raccordement aux réseaux publics.

Article 2 – Du 21 octobre 2024, 07h30, au 22 octobre 2024, 17h30, rue Bonnefé, l'entreprise MAZARS TP, est autorisée à occuper 50m² de domaine public.

La circulation sera interdite rue Bonnefé sur la période du 21 octobre 2024 au 22 octobre 2024.

Une déviation sera effectuée par la rue Béteille, ainsi que par la rue Dominique Turq.

L'information des riverains et usagers devra être faite par voie d'affichage au moins 48h avant le début de l'installation.

Article 3 - Il conviendra d'afficher une copie de l'arrêté sur les lieux des travaux et d'en disposer une copie visible depuis l'extérieur sur chacun des véhicules nécessaires à l'intervention.

L'entreprise MAZARS TP responsable de cette intervention, est chargée de la mise en place de la signalisation temporaire conformément aux dispositions prévues par le Règlement de la Voirie Communale et conformément aux manuels du chef de chantier (éditions 2000 à 2003 du SETRA).

En cas de non-respect de celui-ci, l'autorisation pourra être retirée à tout moment.

L'entreprise MAZARS TP devra s'assurer du respect de la libre circulation des piétons ainsi que des véhicules de secours et incendie.

Les circulations piétonnes et l'accès aux propriétés riveraines seront en tout état de cause maintenus.

Article 4 - Par ailleurs, l'autorisation d'occupation du domaine public est accordée sous réserve du respect de l'intégrité des sols, du mobilier urbain, des végétaux compris dans l'emprise de l'autorisation.

Les opérations de nettoyage consécutives à l'occupation du domaine public sont à la charge du pétitionnaire.

En cas d'anomalie, la Ville de Rodez se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage nécessaires.

Article 5 - La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

Article 6 - Le Directeur Général des Services Communaux et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Aveyron et à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Rodez, le 8 octobre 2024

Le Maire certifie exécutoire le présent arrêté
Transmis en Préfecture le 9 octobre 2024
Publié le 9 octobre 2024

Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée,
Signé : Monique BULTELE-HERMENT
Acte dématérialisé